

Roth Gyga & Partner AG | FMH Insurance Services | Moosstrasse 2 | 3073 Gümligen  
Tél. 031 959 50 00 | Fax 031 959 50 10 | mail@fmhinsurance.ch | www.fmhinsurance.ch



## Retraite flexible Slogan ou réalité?



Le modèle rigide de la retraite selon lequel les hommes prennent leur retraite à 65 ans et les femmes à 64 ans, est de plus en plus dépassé. Pour les professions libérales et les personnes exerçant des métiers hautement spécialisés, une retraite exactement à l'âge fixé par la loi constitue plutôt d'ores et déjà une exception. Les besoins individuels des personnes actives et également du secteur économique dans son ensemble à pouvoir avoir plus de flexibilité en matière de retraite, deviennent de plus en plus forts. Le législateur l'a vu et a pris diverses mesures dans ce sens au cours de ces dernières années. Ci-après nous vous donnons un petit résumé des différents modèles:

### Modèle: Retraite anticipée

Dans le cadre de la loi sur la prévoyance professionnelle, le législateur permet désormais de choisir le moment de la retraite pour les hommes et les femmes, entre 58 et 70 ans. En cas de paiement d'un capital, c'est l'avoir accumulé individuellement qui sera versé. En raison de la durée allongée de la retraite dans l'hypothèse d'une retraite anticipée, un taux de

conversion inférieur sera appliqué. S'agissant de l'AVS, la retraite vieillesse ne peut être perçue qu'au plus tôt deux ans avant l'âge ordinaire de la retraite. Les hommes peuvent par conséquent prendre leur retraite à l'âge de 63 ans et les femmes à l'âge de 62 ans. La perception anticipée entraîne une réduction de la retraite la vie durant.

Afin de combler le manque d'un revenu de remplacement, il y a la possibilité de préfinancer par des acquisitions facultatives, auprès de la LPP, une retraite transitoire LPP et/ou une retraite AVS de remplacement. Notamment pour des personnes qui n'ont plus de potentiel d'achat dans le cadre de la caisse de pension, un tel achat peut être intéressant du point de vue fiscal.

### Modèle: Retraite partielle

De nombreuses caisses de prévoyance offrent la possibilité d'une retraite partielle prise en plusieurs étapes. La retraite partielle devrait en principe correspondre à au moins 20 % et se faire en trois phases au plus.

## Le défi de la retraite!

Chères clientes, chers clients,

Dans notre activité quotidienne, nous accompagnons de nombreux médecins sur le chemin de la retraite. Nous nous occupons principalement de la thématique des impôts, de la prévoyance et des placements, ceci dans le but de pouvoir proposer une solution optimale à nos clients (veuillez consulter à cet effet l'article concernant la retraite flexible). En parallèle, nous constatons également que le passage à la retraite pèse très lourd sur un grand nombre de médecins qui ont eu une activité bien remplie dans un cabinet. C'est justement à ce moment que vous êtes menés à planifier la «vie après» le travail, car il est bien connu qu'il y a une vie avant la mort!

Nous abordons quotidiennement la thématique du réseau de santé et les questions à ce sujet ne tarissent pas. Ceci reste un point sur lequel vous devrez tôt ou tard vous faire une opinion. Lisez pour ce faire l'interview qui vous a été concocté.

Nous vous souhaitons pleine satisfaction dans votre activité médicale.



Avec nos meilleures salutations

Thomas Roth & Sergio Kaufmann

### Dans le contenu

- Placement de capital sécurisé
- Examen du caractère économique
- Devoir d'information

Pour une retraite partielle de 40% par exemple on peut percevoir soit une retraite-vieillesse de 40%, soit 40% du capital-vieillesse. Dans le cas de la perception d'un capital-vieillesse réparti sur plusieurs années, la progression de l'impôt sur les revenus du capital est rompue ce qui génère des économies d'impôts. Mais attention! Les administrations fiscales observent cela très attentivement. Comparé à une retraite anticipée, la retraite partielle permet le cas échéant de faire l'économie des cotisations AVS applicables aux personnes sans activité professionnelle.

### Modèle: Report de la retraite

La retraite AVS peut être retardée de cinq ans au plus. Pour les hommes, la perception de la retraite doit par conséquent avoir lieu à l'âge de 70 ans au plus tard et pour les femmes à l'âge de 69 ans. Ce qui aboutit à des prestations de retraite proportionnellement plus élevées.

Dans le système de la prévoyance, les hommes et les femmes ont la possibilité de retarder le moment de prendre leur retraite jusqu'à l'âge de 70 ans. En règle générale, le processus d'épargne peut également être maintenu jusqu'à cette date. Ce n'est qu'en matière de prestations risquées que l'on n'est plus assuré après l'âge normal de la retraite. Ce report génère également des rentes ou prestations capital plus élevées.

Le capital de libre passage peut lui aussi être gardé en réserve jusqu'à l'âge de 70 ans. Du point de vue de l'impôt sur le revenu et sur le patrimoine cela peut être tout à fait intéressant. Pour rompre la progression fiscale il est recommandé de répartir la perception, en cas de plusieurs capitaux de libre passage, sur plusieurs années. Ici aussi, il faut faire attention à ne pas trop tirer sur la corde sous l'œil vigilant de l'administration fiscale. Dans le cas du maintien de l'activité professionnelle, le pilier 3a offre lui également une possibilité de réaliser des économies jusqu'à max. 70 ans.

### Qu'est-ce que ceci représente pour le corps médical?

Le besoin d'une retraite flexible est extrêmement élevé ici. Pour de nombreux médecins, il existe une solution mixte des modèles susmentionnés. Nous voyons souvent qu'un médecin cesse son activité à l'hôpital à l'âge de 62 ans par exemple et ne continue à exercer que dans le cadre de son propre cabinet qu'il fermera à l'âge de 67 ans. Néanmoins, pour ne pas quitter complètement la vie professionnelle, il travaillera à 20 % seulement pendant les



deux années suivantes en collaboration avec un médecin ami. Dans ce genre de cas, un examen approfondi de la situation est indispensable. Le fait de planifier en détail ces différentes mesures permet, le cas échéant, de faire des économies d'impôts considérables. Afin de pouvoir maintenir une flexibilité aussi grande que possible, une planification de bonne heure s'impose. Selon la devise: «mieux vaut agir que réagir».

### Résumé

Incontestablement beaucoup a été fait dans ce domaine. Cependant, du fait de la construction compliquée de notre système de prévoyance, les différentes mesures ne s'accordent toujours pas entre elles à 100%. Par ailleurs, beaucoup de points sont vagues ou se sont compliqués suite aux mesures prises par les administrations fiscales pour lutter contre des abus. Une simplification plus poussée des règles reste donc souhaitable.



## Que signifient les termes BRIC et Next-11?

Ces termes sont aujourd'hui fréquemment lus dans la presse, surtout en matière de placements financiers. Le terme BRIC réunit les pays suivants: Brésil, Russie, Inde et Chine. Ces pays ont tous connu un développement économique fulgurant et ont contribué ces dernières années à une grande partie du développement économique mondial. Ensemble, ces pays représentent environ 40% de la population mondiale. Le terme Next-11 englobe les 11 pays qui devraient connaître – durant les prochaines années – un développement économique semblable à celui des pays du BRIC. Il s'agit de l'Égypte, Bangladesh, Indonésie, Iran, Mexique, Niger, Pakistan, Philippines, Corée du Sud, Turquie, Vietnam.

## Le cabinet de groupe

### Interview avec Sergio Kaufmann

*Une tendance au cabinet de groupe est-elle d'actualité?*

Oui et non. Nous rencontrons des structures qui se développent dans cette direction et d'autres qui se résolvent déjà. Toutefois, il est certain que ce développement va se renforcer car la pression sur le corps médical va augmenter à l'avenir.

*Quels sont les modèles juridiques pour la conception d'un cabinet de groupe?*

A cet égard, il existe en fait trois modèles notables: le cabinet double bien connu, le modèle du cabinet de groupe en entreprise simple avec des médecins indépendants ainsi que le modèle de l'intégration complète sous forme de SA ou Sàrl.

*Est-ce qu'actuellement la forme juridique est souvent privilégiée à la personne morale?*

Pas forcément. L'expérience nous a démontré que souvent les bases fondamentales à la prise de décision manquent. Il est nécessaire d'évaluer avec précision quelle variante est la meilleure. Pour ce faire, des facteurs d'influence peuvent être le domicile, le lieu de travail, l'âge des médecins, la situation familiale, les modèles salariaux et autres.

*Est-ce que le modèle du cabinet de groupe sous forme d'entreprise simple avec des médecins indépendants est plus ou moins flexible que le cabinet comme personne morale?*

Il n'est pas possible de répondre de manière absolue à cette question. Toutefois, la forme juridique a certainement une grande influence par rapport à la conception de la prévoyance professionnelle et peut donc clairement restreindre les possibilités actuellement existantes. Il est donc important de bien évaluer quel chemin choisir et quelles priorités sont au premier plan.

*Quels points concrets peuvent être mentionnés en rapport à la prévoyance professionnelle?*

Dès que la forme juridique de la personne morale est choisie, la flexibilité dans la prévoyance professionnelle est très restreinte. Par contre l'indépendant a beaucoup plus de possibilités de conception qui correspondent peut-être mieux à ses besoins en matière de planification fiscale, assurance familiale et planification de la retraite. Dans le cas où la structure des médecins est représentée avec par exemple une grande différence d'âge et



*Sergio Kaufmann est membre de la direction de Roth Gygax & Partner AG. Mis à part son activité principale de responsable du réseau de conseillers FMH Insurance Services, il est également actif en qualité de conseil à la clientèle et conférencier lors des séminaires FMH Services. Ce vaste champ d'application lui permet d'avoir un aperçu exhaustif sur le sujet du cabinet de groupe.*

des situations familiales totalement différentes, ce sujet pourrait alors là poser un problème.

*Y a-t-il clairement des avantages pour l'une ou l'autre solution?*

Pas vraiment. Il est impératif de vérifier quels critères sont plus importants. Il ne me semble pas inutile de mentionner que la responsabilité du médecin lui incombe toujours et n'est pas reportée sur la SA en cas de sinistre. Les défis en matière d'assurance responsabilité civile professionnelle restent donc les mêmes! De même les cotisations AVS de la personne morale ne peuvent pas être réduites de manière indéfinie. Une décision du tribunal fédéral est attendue à ce sujet.

*Voyez-vous plutôt des chances ou des risques?*

Personnellement, je suis d'avis que pour ce modèle les chances l'emportent. Il est donc nécessaire d'évaluer soigneusement avec quelles personnes et sous quelle forme un tel projet doit être démarré. Vous emmenez bien votre future épouse à quelques rendez-vous avant de vous décider pour le mariage!



## Placement de capital sécurisé

### Obligation ou assurance-vie



Période à taux d'intérêts réduits, marchés d'actions volatiles, bulle immobilière – où peut-on encore placer de l'argent aujourd'hui ? Nous sommes souvent confrontés à cette question. Dans les entretiens avec les clients nous constatons souvent que c'est surtout la sécurité d'un placement qui est recherchée en priorité. C'est pourquoi nous proposons ici de comparer deux possibilités d'investissement sécurisées.

#### Obligation

L'investisseur met à la disposition d'un débiteur de l'argent et perçoit en contrepartie des intérêts annuels. A expiration d'une période prédéterminée l'argent sera remboursé. La sécurité de l'investissement dépend ici de la solvabilité du débiteur. On distingue les obligations fédérales, les obligations de caisse et les obligations d'entreprises. Les paiements d'intérêts doivent être déclarés à titre de revenus.

#### Assurance-vie

L'investisseur investit son capital dans une assurance à prime unique. En cas de décès prématuré ou à l'expiration du contrat, le capital garanti est versé. Par ailleurs, des excédents non garantis sont possibles. Une assurance-vie est considérée comme une des formes d'investissement les plus sûres puisque l'avoir du client est toujours couvert par le patrimoine dit lié qui est contrôlé par la Finma. Le versement est exempté d'impôts si certaines règles sont respectées. Dans notre comparaison nous examinons les différents aspects partiels, à savoir la sécurité, la liquidité et le rendement:

#### Sécurité

Seule une obligation fédérale peut être comparée à une assurance-vie. Les obligations de caisse des banques sont également considérées comme étant très sûres, mais sont dépendantes de la solvabilité de l'établissement financier. Les obligations d'entreprises dépendent de l'entreprise en question. L'éventail va d'entreprises à triple A jusqu'à des obligations de rang inférieur d'entreprises pratiquement insolubles.

#### Liquidité

Les deux placements ont une durée de vie fixe tout en pouvant faire l'objet d'une vente même avant la fin du contrat. Il faut cependant tenir compte du fait que l'évolution de la courbe en cas d'intérêts en hausse peut par moment être négative. Alors qu'une obligation est vendue à la bourse à sa valeur du marché, l'assurance rachètera sur demande une prime unique et versera à l'investisseur la valeur dite de rachat.

#### Rendement

Dans une comparaison du rendement il convient notamment de prendre en compte aussi les impôts inhérents. A ce titre, nous avons élaboré l'exemple suivant:

#### Résumé

Une obligation fédérale et une assurance-vie sont tous deux des placements très sûrs. Dans la situation actuelle en matière d'intérêts, une assurance-vie aboutit clairement à un meilleur résultat. En plus, les rendements peuvent être exemptés d'impôt sous certaines conditions. Il est donc utile d'examiner cette forme de placement plus en détail.

	Obligation Etat	Prime unique
Paiement client	CHF 250'000	CHF 250'000
Droit de timbre / émission	CHF 1'491	CHF 6'098
Investissement net	CHF 248'509	CHF 243'902
Paiement annuel d'intérêts	CHF 1'887	CHF 0
./. Impôts	CHF 660	CHF 0
Intérêts nets par année	CHF 1'227	CHF 0
Paiement à la fin du contrat	CHF 248'509	CHF 284'299
Intérêts nets sur les années	CHF 12'270	CHF 0
Valeur globale après 10 ans	CHF 260'779	CHF 284'299
Avantage assurance vie		CHF 23'520

Hypothèses: Taux d'imposition max. 35%, obligation d'Etat 0.76% (état 6.2.2013), prime unique Vaudoise Trend Valor, sans considération des excédents (prime unique) et frais de dépôt (obligation d'Etat).

#### Vaudoise Trend Valor:

Pour nos clientes et clients nous sommes en permanence à la recherche de possibilités de placement attractives et de conditions spéciales pour le corps médical. En collaboration avec La Vaudoise nous avons réussi à lancer un produit spécial exclusif. Le délai de souscription pour la première tranche est venu à expiration il y a quelques jours. Une autre tranche est en préparation.

## Examen du caractère économique et surtraitemment

### Ce que vous devez savoir à ce sujet

Examen du caractère économique des prestations et surtraitemment sont deux termes dont nous entendons régulièrement parler lors de nos entretiens avec les médecins. En collaboration avec nos assureurs en matière de protection juridique, nous avons relevé les informations les plus importantes à ce sujet et vous les soumettons comme suit:

#### A quel moment un médecin peut-il apparaître comme étant suspect?

Santésuisse compare les coûts totaux d'un prestataire de services avec les coûts moyens correspondants. Ce faisant, les spécialités du cabinet, le domaine médical, le niveau cantonal des coûts, etc. sont globalement pris en considération. Cette comparaison se nomme l'ANOVA – Index des coûts totaux. Lorsqu'un médecin se situe à plus de 30 points au-dessus de la moyenne il est statistiquement suspect.

#### Que se passe-t-il lors d'une suspicion?

Le prestataire de services concerné sera contacté par santésuisse qui lui fera parvenir un rappel. Fondamentalement, il aura deux options: il pourra essayer de convaincre santésuisse que les dépassements en matière de coûts sont justifiés de par les spécificités du cabinet ou il devra réduire ses coûts durant l'année à venir. Le prestataire de services ne doit généralement pas encore compter avec une demande de ristourne durant la prochaine année, ceci même si les coûts de cette année devaient également à nouveau se situer au-dessus de la moyenne.

#### Que se passe-t-il lorsque la justification n'est pas acceptée respectivement lorsque le chiffre d'affaire ne peut pas être réduit?

Santésuisse envoie un deuxième rappel au prestataire de services et exige de lui qu'il énonce ses spécificités du cabinet. Au cas où les doutes persistent, un entretien dans le cabinet du médecin est organisé et dans le pire des cas une restitution est exigée.

#### Comment calcule-t-on la restitution?

Le montant de la restitution requise est calculé selon la formule suivante:



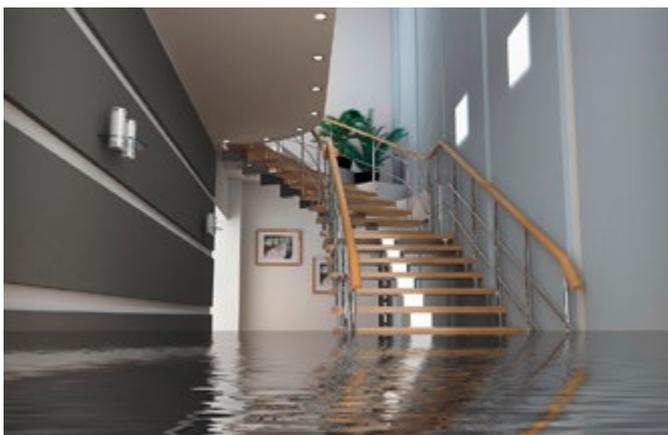
$$\frac{\text{chiffre d'affaire}}{\text{index}} \times (\text{index} - \text{valeur limite})$$

En d'autres termes, le montant qui est de 30% plus élevé par rapport à la moyenne du groupe de comparaison doit généralement être restitué.

#### Est-ce que l'assurance protection juridique couvre une telle procédure?

Toutes les assurances protection juridique ne disposent pas d'un tel plan de couverture correspondant. Veuillez à ce que votre choix se fasse sur une assurance spécialement adaptée au corps médical. Les contrats-cadre de FMH Insurance Services couvrent frais d'avocat, frais de tribunal etc. jusqu'à une somme de CHF 250'000.-.

Ce texte a été établi avec l'aide de Dr. Dieter Dautitz, avocat et membre fondateur de l'association de protection des médecins.



## Assurance: Perte d'exploitation suite à un incendie ou dégâts des eaux

La question de savoir comment la perte d'exploitation suite à une suspension d'activité de quelques jours est calculée. Fondamentalement, l'entrepreneur concerné doit pouvoir couvrir les dégâts causés. Dans la pratique, ce calcul est souvent très difficile et coûteux. Afin de limiter au plus bas le travail administratif pour toutes les parties, nous avons introduit dans l'assurance choses pour entreprises de FMH Insurance Services un forfait journalier pour les premiers 14 jours. Le montant de ce forfait journalier à déterminer dépend du chiffre d'affaire assuré.

## Devoir d'information

### Dans quelles circonstances votre responsabilité peut-elle être engagée?

Les interventions médicales sont considérées sur le plan légal comme une atteinte à l'intégrité physique du client et requièrent par conséquent l'autorisation préalable du client. Celle-ci ne saurait cependant être accordée que si le client a suffisamment été informé au sujet de l'intervention. En collaboration avec notre assurance responsabilité professionnelle nous avons fait la liste des questions les plus importantes concernant l'obligation de renseignement:

#### Quels sont les points qui doivent être traités au titre de l'obligation de renseignement?

- » Nature de la maladie/diagnostic
- » Nature et évolution du traitement
- » Pronostic sur les conséquences d'un traitement ou de l'absence de traitement
- » Autres traitements possibles
- » Chances et risques du traitement recommandé
- » Frais de traitement et prise en charge des frais par les assureurs

#### Qui doit informer?

Le médecin effectuant l'intervention est responsable de l'information.

#### Qui doit être informé?

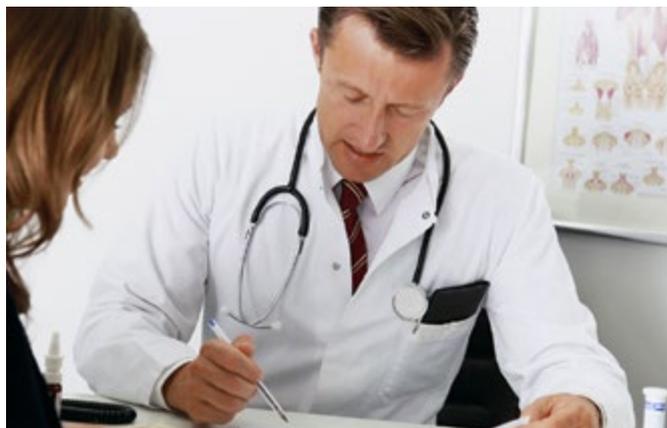
C'est le patient lui-même qui doit être informé et donner son consentement. Cette règle s'applique également aux mineurs et aux personnes placées sous tutelle, pour autant qu'elles aient la capacité de discernement.

#### Quand doit-on informer?

Le patient doit disposer d'un délai de réflexion approprié après avoir été informé. Ce délai devrait être plus long pour les interventions graves que pour les opérations bénignes de routine.

#### Comment faut-il informer?

Le médecin peut informer le patient oralement ou par écrit. Les conditions posées par la jurisprudence ne peuvent toutefois être remplies que dans le cadre d'un entretien d'information. Le mé-



decin doit s'assurer que le patient a bien compris les informations communiquées. Comme la charge de la preuve incombe au médecin, il devrait fixer l'entretien par écrit et le faire signer par le patient. Une mention dans le dossier médical ne suffit pas.

#### Conséquences juridiques de la violation du devoir d'information

L'acte médical, même exécuté correctement, est toujours illicite si le médecin ne peut pas prouver qu'il a suffisamment informé le patient. En cas d'information insuffisante, le médecin doit répondre des éventuelles conséquences négatives de l'intervention, qu'une faute de traitement puisse lui être reprochée, ou non. Le médecin peut cependant se prévaloir de l'argument que même en disposant de toutes les informations dans les conditions conformes à la loi, le client aurait accepté l'intervention (consentement dit hypothétique). Lors de l'appréciation de cette question, il est déterminant de savoir comment le patient se serait comporté concrètement.

Ce texte est un extrait de la brochure «Responsabilité médicale: l'essentiel» de notre assureur en responsabilité professionnelle AXA Winterthur. La brochure complète ou des informations complémentaires au sujet de la responsabilité professionnelle peuvent être commandées au moyen du coupon réponse.

## Pourquoi les certificats de prévoyance des assurés ne sont-ils plus envoyés à l'employeur?

Le tribunal fédéral a décidé en date du 10 avril 2012 que les caisses de pension ne devaient plus dévoiler aux employeurs les rapports de fortune des employés, ceci sous couvert de la protection des données. Ainsi, un employeur n'ose plus savoir à combien se monte l'avoir épargne actuel des employés ou si des rachats ont été effectués. Nombre de caisses de pension vont donc dès à présent déjà envoyer les certificats de prévoyance directement aux employés.



### Impressum

**Rédaction:** Roger Ledermann | Stefan Walther  
mail@fmhinsurance.ch

**Conception et réalisation:** rubmedia AG, Wabern/Berne

**Tirage:** 28 700 ex.